



PRÉFET DE TARN-ET-GARONNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et de l'appui territorial
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2023- 10-27 - GDS

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

SAS EASYDIS
1 cours Antoine-Guichard
42000 SAINT-ETIENNE

Mise en place de panneaux photovoltaïques en ombrière sur le parking des véhicules légers de la
plateforme logistique exploitée ZAC Grand-Sud Logistique – 82700 MONTBARTIER

Installations classées pour la protection de l'environnement

Le préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 mai 2016 modifiant l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la
prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de
l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2017-07-07-001 du 7 juillet 2017, modifié, autorisant la SAS CONCERTO
DEVELOPPEMENT à exploiter une plateforme logistique, ZAC Grand-Sud Logistique – 82700
MONTBARTIER ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2019-07-10-004 du 10 juillet 2019 actant le changement d'exploitant au
profit de la SAS EASYDIS ;

Vu le porter à connaissance que la SAS EASYDIS a communiqué au préfet de Tarn-et-Garonne, par
courrier du 28 mars 2022, relatif à la mise en place de panneaux photovoltaïques en ombrière sur le
parking des véhicules légers de la plateforme logistique ;

Vu l'avis du service départemental d'incendie et de secours de Tarn-et-Garonne en date du 22 mai
2023 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 30 juin 2023 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 12
juillet 2023 ;

Vu les observations présentées par le demandeur par courriel en date du 13 juillet 2023 ;

Considérant que les modifications envisagées n'entraînent pas de dangers ou inconvénients
significatifs ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'exploitation doivent être modifiées dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – La SAS EASYDIS dont le siège social est situé 1 cours Antoine Guichard – 42000 SAINT-ETIENNE, qui est autorisée à exploiter une plateforme logistique – ZAC Grand-Sud Logistique – 82700 MONTBARTIER, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet de Tarn-et-Garonne, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Les installations sont exploitées conformément aux plans et données figurants dans le dossier de porter-à-connaissance déposé par courrier du 28 mars 2022.

Article 3 - Le parking des véhicules légers est équipé de panneaux photovoltaïques en ombrières.

Les installations photovoltaïques doivent respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 25 mai 2016 modifiant l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation notamment pour toute la partie qui concerne l'installation de panneaux photovoltaïques.

De plus, les installations photovoltaïques doivent respecter l'application des mesures suivantes :

- réaliser l'installation de panneaux photovoltaïques en se référant à la norme NFC 15-100 « *installation électrique à basse tension* » et au guide pratique de l'union technique de l'électricité « *Installation photovoltaïque sans stockage et raccordée au réseau public de distribution* » (UTE C-712-1 juillet 2013) ;
- permettre la coupure de toutes les sources d'énergies électriques produites ou induites par l'installation photovoltaïque pour permettra aux services de secours et de lutte contre l'incendie d'intervenir ;
- respecter que la coupure du circuit générateur photovoltaïque s'effectue au plus près des modules photovoltaïques (plus petit ensembles de cellules solaires interconnectées complètement protégés contre l'environnement) et en tout état de cause en amont des locaux et dégagements accessibles aux occupants ;
- prendre en compte les caractéristiques et les différentes possibilités techniques dans la conception de ces coupures décrites dans le paragraphe 12.4 « *coupure pour intervention des services de secours* » de l'UTE C15-712-1 ;
- les commandes des dispositifs de coupure pour intervention des services de secours sont regroupées et signalées, conformément au paragraphe 15.3 « *étiquetages spécifiques pour l'intervention des services de secours* » de l'UTE C 15-712-1 ;
- abaisser, si possible, la tension du circuit générateur photovoltaïque en amont de la coupure à une valeur inférieure à 60 V d.c ;
- équiper les locaux techniques d'extincteurs de six litres, appropriés aux risques, pouvant être mis en œuvre par les sapeurs-pompiers, en cas de départ de feu d'origine électrique ;
- permettre l'accès aux installations photovoltaïques par une voie d'une largeur minimale de trois mètres possédant une force portante de 160 kilo-newton et d'une hauteur libre de tout obstacle de trois mètres cinquante. Elle devra être débroussaillée de part et d'autre sur une largeur de dix mètres ;
- assurer en tout temps le débroussaillage à l'intérieur et autour des installations photovoltaïques ;
- permettre l'accès à la zone en tout temps, en maintenant un accès libre tout autour des installations : débroussaillage, nettoyage de la zone... ;

- installer les ombrières en dehors du zonage d'aléas forts du plan de prévention du risque inondation ;
- assurer la défense extérieure contre l'incendie par au moins un poteau d'eau incendie sous pression normalisé qui doit répondre aux exigences du paragraphe 6.2 « les points d'eau incendie sous pression » du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du service départemental d'incendie et de secours de Tarn-et-Garonne. Il devra être piqué directement sur une canalisation assurant un débit de 60 m³/h à minima. Cet appareil doit fournir le débit minimum requis de 60 m³/h, soit 1000 l/minute, pendant une durée d'au moins deux heures, sous une pression résiduelle de un bar.

Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans le Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 - La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne, et dont une copie sera transmise au chef de l'unité interdépartementale Tarn-et-Garonne/Lot de la DREAL Occitanie, à la directrice départementale des territoires, au chef du service départemental d'incendie et de secours, au directeur départemental de l'agence régionale de santé d'Occitanie ainsi qu'au maire de Montbartier et sera notifiée à la SAS EASYDIS.

Montauban, le **27 OCT. 2023**

Le préfet,
Pour le préfet,
La secrétaire générale,

Edwige DARRACQ

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57), dans les délais ci-dessous :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 Allée de l'Empereur, 82000 MONTAUBAN. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;

- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 LA DEFENSE Cedex. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télé-recours Citoyen accessible depuis le site www.telerecours.fr